



COMMUNIQUE DE PRESSE

AMOEBA annonce l'enregistrement de son document de base dans le cadre de son projet d'introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris

*Le présent communiqué ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie ou du Japon. Le présent communiqué ne constitue pas une offre de valeurs mobilières ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Des valeurs mobilières ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues aux Etats-Unis qu'à la suite d'un enregistrement en vertu du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (le « **U.S. Securities Act** »), ou dans le cadre d'une exemption à cette obligation d'enregistrement. Les valeurs mobilières d'Amoéba, objet du présent communiqué, n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. Securities Act et Amoéba n'a pas l'intention de procéder à une offre publique de ses valeurs mobilières aux Etats-Unis.*

Lyon, le 17 juin 2015 - Amoéba, producteur d'un biocide biologique capable d'éliminer totalement le risque bactérien dans l'eau, annonce l'enregistrement de son document de base, sous le numéro N°I.15-053 en date du 16 juin 2015, auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), dans le cadre de son projet d'introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

L'enregistrement du document de base constitue la première étape du projet d'introduction en bourse d'Amoéba sur le marché réglementé d'Euronext à Paris, sous réserve des conditions de marché et des prérequis réglementaires, notamment la délivrance par l'AMF d'un visa sur le prospectus établi dans le cadre de l'opération.

Une technologie de rupture

Amoéba produit une amibe capable d'éliminer le risque bactérien (legionella, pseudomonas, chlamydia...) présent dans l'eau. Ce produit entièrement naturel apparaît comme une alternative aux produits chimiques utilisés dans le traitement des eaux industrielles avant leur rejet dans l'environnement.



Cette technologie brevetée est dotée d'un savoir-faire unique grâce au développement d'un process industriel de production continue en suspension. Plusieurs industriels comme Häagen-Dazs ou ArcelorMittal ont déjà utilisé, à titre expérimental, le biocide d'Amoéba dont l'efficacité a été démontrée sur sites industriels lors de phases de tests.

Véritable solution de substitution, ce biocide est répertorié sans classe de danger pour l'homme et l'environnement et répond parfaitement aux nouvelles réglementations européennes en matière de rejets chimiques dans l'environnement (telle que la Directive-cadre sur l'eau).

Une stratégie clairement définie sur un vaste marché d'applications €⁽¹⁾

Sur un marché mondial des biocides chimiques estimé à 21 Md€⁽¹⁾, Amoéba se concentre aujourd'hui sur le segment des tours aéroréfrigérantes industrielles (TAR) évalué à 1,7 Md€⁽²⁾. Amoéba envisage la commercialisation de son biocide en France dès le premier semestre 2016 et en Europe fin 2016, sous réserve de l'obtention préalable des autorisations de mise sur le marché et notifications requises⁽³⁾.

Le déploiement commercial et industriel

En vue de la commercialisation future de ses produits, Amoéba a d'ores et déjà signé un contrat de distribution avec un distributeur européen ainsi que deux lettres d'intention avec des distributeurs potentiels aux Etats-Unis et au Canada. Sur le plan industriel, sous réserve de l'obtention des financements nécessaires, une première ligne de production pourrait être opérationnelle au 1^{er} semestre 2016 puis une seconde d'ici à fin 2017 en Europe et deux lignes de production pourraient être opérationnelles à fin 2017 en Amérique du Nord.

La bourse comme accélérateur de développement

C'est dans un contexte porteur qu'Amoéba a décidé de lancer son projet d'introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris. L'opération envisagée devrait permettre à la société de financer son développement industriel et commercial, avec pour objectif d'acquérir rapidement une part de marché importante en Europe et aux Etats-Unis.



Fabrice Plasson, Président du Directoire d'Amoéba commente le projet : « Amoéba dispose d'une véritable technologie de rupture sur un marché en manque d'innovation. Les nombreuses qualités de notre biocide naturel et le savoir-faire de nos équipes nous permettront d'étendre rapidement notre développement dès l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché, en Europe et en Amérique du Nord. Le succès de notre introduction en bourse constituerait un facteur d'accélération supplémentaire. »

⁽¹⁾ : Sources combinées par Amoéba venant des traiteurs d'eau, de Freedonia, d'Eurostat et MarketsandMarkets.

⁽²⁾ : Données Amoéba combinées à partir des sources : DRIRE 2013, Eurostat, ARHIA 2013.

⁽³⁾ : La commercialisation en France de la solution n'est possible que sous réserve de l'obtention préalable d'une autorisation de mise sur le marché qui pourrait intervenir fin 2016 ; étant précisé, toutefois, qu'avant cette date et compte tenu de l'absence de danger pour l'homme et l'environnement du biocide, sa commercialisation serait possible dès la délivrance d'une autorisation provisoire qui pourrait, quant à elle, intervenir au 1^{er} semestre 2016. En Europe, la solution pourra être commercialisée dans les pays de l'Union européenne dans lesquels l'autorisation définitive française aura été notifiée et sous réserve que les pays concernés ne s'y opposent (voir section 6.9.1 du document de base).

Retrouvez toute l'information financière d'Amoéba sur :
<http://investisseurs.amoeba-biocide.com>

Document de base

Le document de base d'Amoéba est disponible sur les sites Internet de la société (www.amoeba-biocide.com) et de l'AMF (www.amf-france.org), ainsi que sans frais et sur simple demande au siège social de la société, 38, avenue des frères Montgolfier, 69680 Chassieu, France. **La société attire l'attention du public sur le Chapitre 4 « Facteurs de risques » figurant dans le document de base enregistré auprès de l'AMF.**

Contacts :



Ghislaine Gasparetto
01 56 88 11 22
amoeba@actifin.fr

38, avenue des Frères Montgolfier
69 680 Chassieu - FRANCE
+33 (0) 426 691 600
contact@amoeba-biocide.com
www.amoeba-biocide.com

SA à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 75 317€ - RCS LYON 523 877 215



amoeba-biocide.com



Relations presse

Charlène Masson
01 56 88 11 28
cmasson@actifin.fr

Avertissement

*Aucune communication, ni aucune information relative à l'émission par Amoéba des actions (les « **Actions** ») ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel une obligation d'enregistrement ou d'approbation est requise. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) en dehors de France, dans un quelconque pays dans lequel de telles démarches seraient requises. L'émission ou la souscription des Actions peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Amoéba n'assume aucune responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions.*

*Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus au sens de la Directive 2003/71/CE du parlement européen et du conseil du 4 novembre 2003 telle que modifiée, notamment par la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010, telle que modifiée et telle que transposée dans chacun des Etats membres de l'Espace Economique Européen (la « **Directive Prospectus** »).*

L'offre sera ouverte au public uniquement en France postérieurement à la délivrance par l'AMF d'un visa sur le Prospectus.

*S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « **États membres** ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des Etats membres. En conséquence, les Actions peuvent être offertes dans les Etats membres uniquement : (a) à des personnes morales qui sont des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus ; ou (b) dans les autres cas ne nécessitant pas la publication par Amoéba d'un prospectus au titre de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.*

Pour les besoins du présent paragraphe, la notion d'« offre au public d'Actions » dans chacun des États membres se définit comme toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les Actions objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces Actions, telle que cette notion a été, le cas échéant, modifiée dans l'État membre considéré dans le cadre de la transposition de la Directive Prospectus. Cette restriction de placement s'ajoute aux autres restrictions de placement applicables dans les Etats membres.

La diffusion du présent communiqué n'est pas effectuée par et n'a pas été approuvée par une personne autorisée (« authorised person ») au sens de l'article 21(1) du Financial Services and Markets Act 2000. En conséquence, le présent communiqué est adressé et destiné uniquement (i) aux personnes situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) aux professionnels en matière d'investissement au sens de l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005, (iii) aux personnes visées par l'article 49(2) (a) à (d) (sociétés à capitaux propres élevés, associations non-immatriculées, etc.) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, au Canada, en Australie ou au Japon.



*Promotion) Order 2005 ou (iv) à toute autre personne à qui le présent communiqué pourrait être adressé conformément à la loi (les personnes mentionnées aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv) étant ensemble désignées comme les « **Personnes Habilitées** »). Les titres sont uniquement destinés aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre ou tout contrat relatif à la souscription, l'achat ou l'acquisition des titres ne peut être adressé ou conclu qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée doit s'abstenir d'utiliser ou de se fonder sur le présent communiqué et les informations qu'il contient. Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus approuvé par la Financial Services Authority ou par toute autre autorité de régulation du Royaume-Uni au sens de la Section 85 du Financial Services and Markets Act 2000.*

*Le présent communiqué ne constitue pas une offre de valeurs mobilières ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières ni une quelconque sollicitation de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis. Les valeurs mobilières objet du présent communiqué n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au sens du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (le « **U.S. Securities Act** ») et ne pourront être offertes ou vendues aux Etats-Unis sans enregistrement ou exemption à l'obligation d'enregistrement en application du U.S. Securities Act. Amoéba n'a pas l'intention d'enregistrer l'offre mentionnée dans le présent communiqué ou une partie de cette offre aux Etats-Unis ni d'effectuer une quelconque offre publique aux Etats-Unis.*

La diffusion du présent communiqué dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur. Les informations contenues dans le présent communiqué ne constituent pas une offre de valeurs mobilières aux Etats-Unis, au Canada, en Australie ou au Japon.

Le présent communiqué ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie ou du Japon.

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas admissibles à des fins de vente au public en vertu des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et, par conséquent, toute offre ou vente des Actions au Canada sera faite sous le régime d'une dispense des exigences d'établissement d'un prospectus prévues dans ces lois sur les valeurs mobilières. Les Actions font l'objet de restrictions de transfert et de vente dans certains pays, y compris au Canada.

38, avenue des Frères Montgolfier
69 680 Chassieu - FRANCE
+33 (0) 426 691 600
contact@amoeba-biocide.com
www.amoeba-biocide.com

SA à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 75 317€ - RCS LYON 523 877 215



amoeba-biocide.com